



OPINIONS CHAMPS LIBRES

Face à Blanquer, pas de révolution chez les syndicats



ANALYSE

Caroline Beyer
cbeyer@lefigaro.fr

Singulier concours de circonstances. Alors que le mouvement des « gilets jaunes » interroge cruellement le rôle des corps intermédiaires, les personnels de l'Éducation nationale étaient appelés à voter cette semaine dans le cadre des élections professionnelles de la fonction publique.

Verdict des urnes ? Parmi le million de professeurs et personnels d'éducation (dans une fonction publique qui en compte 5,2 millions), quelque 435 000 ont voté. Soit une participation de 42,6 %, en très légère hausse (+0,9 points) par rapport au précédent scrutin, en 2014. Un taux que chacun apprécie à sa manière, dans un contexte où les syndicats cherchent à rattracher les wagons de la contestation à la locomotive jaune. Leurs appels réitérés, ces derniers mois, à se mobiliser contre la réforme du bac et la politique de leur ministre, Jean-Michel Blanquer, n'ont pas attiré les foules. Et c'est avec intérêt qu'ils regardent aujourd'hui le mouvement lycéen prendre une ampleur inespérée.

Du côté de la FSU, qui demeure sans conteste la première fédération de l'Éducation nationale (avec 143 000 voix, soit 35 % des suffrages), on se félicite à grand bruit de cette participation « dans un contexte de remise en cause par le gouvernement des instances de dialogue social et de marginalisation du rôle des organisations syndicales ». Même tonalité à l'Unsa (en 2^e position avec 21 % de voix), qui invite le ministre à « entendre » ce résultat. Chacun voit midi à sa porte. Car ce n'est pas le grand bond en avant. Moins d'un fonctionnaire de l'Éducation nationale sur deux croit encore à l'action de ses

représentants, dans un métier marqué par l'esprit civique. En 2008 encore, avant que le vote électronique ne soit instauré, la participation était de 61 %.

« Les collègues ont voté par habitude, à l'appel des syndicats les plus implantés », résume René Chiche, vice-président d'Action et démocratie, syndicat rattaché à la confédération CFE-CGC, qui a récolté 4 400 voix. Il décrit des syndicats « faussement représentatifs » et un mode de scrutin qui favorise des organisations déjà installées et détermine le nombre de décharges attribuées. Dans l'Éducation nationale, ces décharges d'activités sont au nombre de 2000 équivalents temps pleins. « Elles

« C'est bien l'immuabilité de la représentation syndicale des enseignants que ces élections professionnelles mettent en lumière »

permettent à certains d'aller fanfaronner et pontifier au ministère sur un métier qu'ils n'exercent plus, s'insurge le vice-président d'Action et démocratie. C'est à eux que l'on doit la catastrophique réforme du collège. [...] Ce sont eux qui hantent colloques, conférences, congrès et autres salons où s'exhibent les innovations les plus grotesques », ajoute ce professeur de philosophie, révolté par la tendance « pédagogue » à l'œuvre dans l'Éducation nationale depuis de longues années. « Nous sommes repartis pour quatre ans avec les mêmes acteurs, les mêmes jeux de rôle, les mêmes postures », conclut-il.

Car au fond, c'est bien l'immuabilité des choses que ces élections mettent en lumière. Dans ce tableau, la puissante FSU, qui compte des militants de la gauche à l'extrême gauche, décroche

six sièges au comité technique ministériel (CTM) de l'Éducation nationale, instance où les personnels participent à la gestion de leur administration. L'Unsa, proche du PS, en obtient quatre et FO deux. Le Snalc, seul syndicat marqué à droite en récolte un, comme le Sgen et la CGT. Un rapport de force inchangé par rapport à 2014.

Dans un contexte qui, lui, a évolué. Après le mandat Hollande, marqué par 54 000 créations de postes d'enseignants, le quinquennat Macron a ouvert l'ère de la rationalisation et des réductions d'effectifs. Sur fond de détricotage des réformes socialistes et de changements de fond, avec un baccalauréat revisité pour 2021 et Parcoursup, la nouvelle plateforme d'orientation vers les études supérieures.

Depuis des mois, maintenant, les syndicats d'enseignants tentent d'organiser la contestation. En vain. Le 12 novembre, un professeur sur dix seulement répondait à leur appel unitaire. Avant les vacances de la Toussaint, le mouvement #pasdevague, expression spontanée et individuelle des enseignants sur les réseaux sociaux, lancé après l'agression filmée d'une professeur à Créteil, avait mis en avant leur absence sur le dossier du mal-être des enseignants.

Désormais, le blocage total ou partiel depuis le début de la semaine de 200 à 300 lycées, dans le sillage des « gilets jaunes », pourrait donner un nouveau souffle à leurs revendications. Même si les enseignants se montrent plutôt méfiants à l'égard des « gilets jaunes » qui leur ont été présentés comme poujadistes.